



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE**

Décision n° 2026-18

OBJET : Renouvellement de l'adhésion de la Commune à l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône pour l'année 2026.

Le Maire de la Commune de Gardanne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-21 à L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2021-04 du conseil municipal en date du 15 février 2021 portant délégation de fonctions du conseil municipal au maire ;

Considérant la volonté de procéder pour l'année 2026 au renouvellement de l'adhésion à l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône, qui s'élève à 3 716,04 euros TTC,

D E C I D E

Article 1 :

De renouveler l'adhésion de la Commune pour l'année 2026 à l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône pour un montant de 3 716,04 € TTC.

Article 2 :

La présente décision sera transcrite au registre des délibérations, un extrait sera publié sur le site internet de la commune.

Article 3 :

La communication de la présente décision sera faite aux membres du conseil municipal lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Commune de Gardanne et le trésorier municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont l'expédition sera transmise à Monsieur le sous-préfet d'Aix-en-Provence.

Fait à Gardanne, le 23 février 2026

Par délégation du conseil municipal

Le maire,

Hervé GRANIER

Pour le Maire et par délégation
Antonio MULLICA - 1^{er} Adjoint



DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Gardanne, sis Mairie de Gardanne, cours de la République, 13120 Gardanne. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

La présente décision peut également faire l'objet, dans le même délai de deux mois à compter, soit de la date de sa notification ou de sa publication, soit à compter de la décision de rejet du recours gracieux, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille.

Transmise au contrôle de légalité le : **24 FEV. 2026**

Publiée le : **24 FEV. 2026**